



LES RELATIONS
ENTRE
L'ORIENT ARABE
ET
LA TURQUIE



Mémoire du COL HAGE SLEIMAN

Paris 1997

-
-
**LES RELATIONS ENTRE L'ORIENT
ARABE ET LA TURQUIE**
-

Plan

I - INTRODUCTION

II- LE CADRE HISTORIQUE

LES LITIGES TERRITORIAUX

III-

IV LA QUESTION DES EAUX

V- LE PROBLEME KURDE.

VI - LE FACTEUR ISLAMIQUE DANS LA POLITIQUE TURQUE

VII- LA POSITION TURQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

VIII- CONCLUSION.

I - INTRODUCTION

Pour nous les Libanais, notre mémoire collective reste marquée par une méfiance et une prudence ancestrales vis à vis de la Turquie. En effet, les premiers souvenirs que nous ayons des Turcs et de la Turquie remontent aux temps de nos grands parents, aux histoires de leurs souffrances sous le joug turc qui ont duré quatre siècles, et pendant la période des déportations et des humiliations connues sous le terme du " safar barlek ". C'était une époque de famine et de douleur, mais aussi de liberté et de grande espérance. Pour ces images anciennes et pour des raisons qui concernent l'avenir au Moyen-Orient, nous allons vous présenter cette étude.

La situation particulière de la Turquie, au carrefour de l'Europe et du Moyen-Orient, a joué, de tout temps, un rôle important dans ses options géostratégiques et économiques.

Pourtant, une position de carrefour présente des avantages et des inconvénients: l'avantage d'être, en quelque sorte, au centre, à égale distance de plusieurs entités; l'inconvénient par la nécessité, à un moment où à un autre, d'avoir à faire des choix: soit se contenter d'être un pont entre deux régions, soit privilégier tel ou tel partenaire.

Dans le contexte antérieur du monde bipolaire, la Turquie était relativement isolée des trois grands espaces géographiques qui l'entourent: le Moyen-Orient, l'Asie centrale, les Balkans. La guerre du Golfe, l'éclatement de l'URSS et la crise dans l'ex-Yougoslavie ont, presque au même moment (1990-1991), ouvert ou rouvert à la Turquie ces espaces en démontrant son importance stratégique au sein de la nouvelle donne et en lui conférant désormais un statut indéniable de puissance régionale. Ces événements ont été vécus avec intensité en Turquie qui craignait que la disparition de la menace constituée par l'URSS et ses satellites ne diminue l'importance que lui accordait l'occident.

La crise du Golfe et ses conséquences multiples, toutefois, ont permis de remettre en lumière le rôle clé d'Ankara, principale puissance de l'OTAN aux confins de l'Europe

et du Moyen-Orient. Ces événements ont offert à la Turquie l'opportunité de développer une activité politique et économique régionale.

Par ailleurs, l'histoire des relations politiques entre la Turquie et le monde arabe a été souvent délicate et douloureuse. Fondé sur un héritage commun, le décalage historique entre les diverses tentatives de construction nationale par les Etats a nourri les malentendus et accentué les clivages.

La Turquie n'a jamais complètement négligé ses voisins et partenaires au Moyen-Orient. Sans doute l'histoire a-t-elle laissé, en ce qui concerne les pays arabes, des traces qui ne sont pas encore complètement effacées. Mais les contraintes de son voisinage, son appartenance à l'OTAN, et ses intérêts économiques l'ont conduite à développer une nouvelle politique moyen-orientale. La Turquie aux yeux de la Syrie et de l'Irak restait l'héritière de l'empire Ottoman qui avait réprimé très durement le mouvement national arabe. De plus s'ajoutaient les controverses territoriales au sujet d'Alexandrette et de Mossoul Et les diverses dimensions du problème Kurde. Aujourd'hui, les relations entre la Turquie et les pays situés au sud de ses frontières s'inscrivent d'une manière globale sous un angle militaro-stratégique, dans un Moyen-Orient qui constitue une fois de plus, une zone de turbulences.

Quelle est donc, à présent, la situation géopolitique de la Turquie? Quelle est la nature de ses relations avec l'état d'Israël? Quelle approche pouvons-nous avoir de ces problèmes épineux et conflictuels ? Ce sont ces questions et quelques autres que nous allons essayer de développer.

II - LE CADRE HISTORIQUE

ELIZABETH PICARD ECRIT(1): "Cinq siècles d'histoire ne s'effacent pas avec l'encre d'un traité, d'autant que la zone de contact entre le monde arabe et le monde turc n'est pas une ligne tangible mais un espace géographique aux limites imprécises, aux diversités culturelles irréductibles qu'elles soient ethniques ou religieuses. "

Les relations turco-arabes, en effet, ne sont guère aisées et amicales comme en témoignent les controverses territoriales autour des deux questions d'Alexandrette et de Mossoul, des eaux de l'Euphrate et du Tigre, le pétrole irakien ainsi que la question kurde. En outre l'évolution des relations turco-israéliennes se trouvent au centre même de l'avenir et de la sécurité dans la région.

Rappelons que, lorsque Kemal est devenu président de la république, il a commencé par abolir le califat et la loi islamique, afin d'entreprendre ses réformes. Le monde musulman se voila la face. Il a fallu attendre les années cinquante pour que quelques

leaders du monde arabe, comme Nasser en Egypte et Bourguiba en Tunisie, le mentionnent comme modèle à suivre, mais cela est resté sans lendemain.

Alain Chenal (2) affirme que " dans certains milieux, une image très antireligieuse du fondateur de la république turque a été véhiculée par les musulmans. L'homme de Salonique qui mit fin en 1924 à la lignée califale apparue à Médine à la disparition du Prophète, ne pourrait être un croyant, voire un juif ou un domne .Du côté turc, l'image du monde arabe reste plutôt négative. La préoccupation des Turcs est davantage de se distinguer clairement et nettement des arabes que de s'en rapprocher. "

Si les pays arabes d'Orient sont culturellement et géographiquement liés, la Turquie est, quant à elle, marginale: mi-européenne et mi-asiatique (ou ni européenne et ni asiatique), musulmane mais se voulant laïque, non colonisée, plus industrialisée.

Aux débuts de la république de Turquie en 1923 et jusqu'au passage au multipartisme en 1950, le pays a construit un Etat-nation de type occidental en réaction au vieil empire ottoman multi-ethnique et multi-confessionnel. Cette politique turque a été confortée par une position géopolitique de premier ordre, par son ouverture sur le monde extérieur, depuis 1980 , par une économie de forte croissance jusqu'en 1993 et, dans une certaine mesure, par son appartenance à l'OTAN.

Après la seconde guerre mondiale, des responsables gouvernementaux proclament leur volonté d'alliance avec les pays arabes. Cependant les relations sont restées généralement tendues. Les Turcs et les Arabes après cette date ont suivi l'évolution internationale du Moyen-Orient. La guerre froide a influé sur les relations étatiques bilatérales

Aujourd'hui, la Turquie cherche à être un prolongement de l'Europe en Asie, bien qu'elle connaisse les difficultés que pose son adhésion à l'union Européenne en raison de son régime antidémocratique et de son appartenance au monde musulman. Ces problèmes obligent la Turquie à se tourner vers Israël qui, par sa puissance militaire et technologique ainsi que son alliance avec les Etats-Unis et les pays occidentaux, peut représenter un partenaire privilégié pour consolider son pouvoir dans la région .

III - LES LITIGES TERRITORIAUX

A l'époque où la République Turque a succédé à l'empire Ottoman qui est aussi l'époque de la naissance des Etats syriens et irakiens, la rupture politique et l'établissement de frontières internationales entre la Turquie et ses deux voisins arabes ont été d'autant plus brutaux qu'ils répondaient à une volonté claire des puissances européennes occupantes, la France en Syrie et la Grande-Bretagne en Irak. Le fossé entre l'Anatolie et les anciennes provinces arabes de l'empire fut encore approfondi par le décalage entre la pleine indépendance de la république

turque, d'une part et, de l'autre, la situation coloniale qui entravait le développement politique syrien et irakien, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Toutefois les litiges territoriaux qui surviennent entre la Turquie et l'Irak à propos de Mossoul, entre la Syrie et la Turquie à propos d'Alexandrette prennent des formes différentes, entre autre parce qu'ils surviennent à plus de quinze années d'intervalle, entre 1920 et 1926 pour Mossoul, entre 1936 et 1939 pour Alexandrette.

D'autre part, "les puissances européennes concernées réagissent de façon symétriquement opposée, la Grande Bretagne refusant de céder aux revendications turques sur Mossoul, la France acceptant la souveraineté d'Ankara sur Alexandrette" Enfin, les deux situations sont inversées puisque dans un cas, face à l'Irak, la Turquie est sortie perdante de la crise; dans l'autre, elle a gagné un territoire appartenant à la Syrie. Comme celle de la Mossoul, la population du sanjaq est une mosaïque de communautés ethniques de langues différentes, arab, turque, kurde, arménienne, et de religions diverses puisqu'à coté de l'islam sunnite majoritaire on y rencontre une forte minorité alaouite ou alevi, dissidente chiite de l'islam, et de vivantes églises chrétiennes autochtones. Ce caractère pluriethnique était d'ailleurs expressément mentionné dans le traité d'Ankara, la promesse par les autorités françaises du mandat de maintenir l'usage de la langue turque dans le sanjaq.(Hataya, nouveau nom dans la province).

La Syrie, qui a explicitement refusée de reconnaître la perte de sa souveraineté sur le sanjaq en août 1945 malgré une demande d'Ankara, a continuellement réitéré cette position par la suite .L'irrédentisme affiché à Damas est même associé par les dirigeants ba'athistes à l'irrédentisme à l'égard du Gaulan occupé par Israël depuis 1967.

La turquisation D'Alexandrette est devenue un fait tangible, qui touche non seulement les Arabes sunnites, mais aussi la communauté arabe alaouite de la province, engagée dans le processus d'industrialisation locale. Quant aux Arabes chrétiens, ils tirent certains bénéfices de leur position de chevauchement entre Beyrouth et l'Alexandrette, entre Alep et l'Alexandrette, dans la tradition des millet ottomans. Pourtant ,en raison du contexte de la guerre froide et surtout du conflit israëlo- arabe, la question d'Alexandrette conserve son actualité jusqu'à la fin des années 1980, au point de prendre épisodiquement un caractère dramatique. A mesure que le temps délégitime la revendication syrienne, cette revendication est instrumentalisée par la Syrie sous le commandement du général ASAD ; elle sert de carte dans une relation de voisinage conflictuelle où des initiatives marquantes comme la visite de Turgut Özal à Damas en juillet 1987, tournent à l'échec. Ainsi Mohammad Salman, le ministre syrien de l'information, choisit-il l'occasion d'une visite à Nicosie en décembre 1989 pour rappeler le " caractère syrien "d'Alexandrette Deux mois auparavant, alors que les problèmes de l'eau empoisonnent particulièrement les relations entre les deux pays.

VI - LA QUESTION DES EAUX

L'inauguration le 25 juin 1992 de la centrale hydroélectrique du barrage Atatürk, situé sur la portion turque de l'Euphrate et du début des travaux le 23/05/1993 à Birecik, sur la portion turque du Tigre, a, une fois de plus, focalisé l'attention irako-syrienne sur la question des eaux du Tigre et de l'Euphrate.

Le barrage Atatürk qui constitue la pièce maîtresse du GAP (Güneydogu Anadolu Projesi), est destiné à transformer économiquement une vaste partie du sud-est anatolien enserrée entre le Tigre et de l'Euphrate, peuplée en majorité par des kurdes.

Le GAP, qui a d'abord été conçu comme une réponse économique turque aux revendications d'autodétermination kurde, est perçu dans une certaine mesure, par la Syrie et l'Irak comme un moyen de pression politique.

Le barrage Atatürk, barrage-poids de 49 milliards de mètres cubes d'eau de retenue, sera le quatrième plus grand ouvrage au monde. Par ce projet pharaonique de mise sous irrigation pérenne de cette partie, le gouvernement turc viserait à déplacer les populations kurdes vivant actuellement le long des frontières irakiennes et syriennes. Leur déplacement couperait les militants du PKK à la fois de leurs bases arrière (Syrie, Irak, Iran...) et de leurs terrains d'action contre les autorités turques. D'ores et déjà, on murmure dans l'entourage du gouvernement turc que les "accords" sur le partage des eaux de l'Euphrate et de sécurité signé avec Damas en 1987 pourraient être remis en question.

En revanche, durant la guerre du Golfe en 1990, Peter SCWEITZER, un chercheur du Conseil de politique étrangère américaine (AFPC), proposait d'accélérer l'embargo de l'Irak en fermant les barrages turcs contrôlant le Tigre et l'Euphrate. Cette proposition met en avant "l'arme H2O", et l'aspect stratégique des ouvrages de retenue d'eau en Mésopotamie, un argument souvent peu mis en avant lors de leur construction.

La Syrie et l'Irak sont préoccupés par le barrage Atatürk sur l'Euphrate. Surtout que l'Euphrate est l'unique cours d'eau d'importance à arroser la Syrie, et si l'Irak "dispose" du Tigre (qui naît en Turquie), c'est aussi l'aménagement de l'Euphrate que Bagdad a privilégié.

M. Kamran Inan, le ministre d'état turc déclare " L'eau devient une matière première de plus en plus stratégique, jouant un rôle économique. L'eau au Moyen-Orient est en effet beaucoup plus rare que le pétrole, et elle le sera de plus en plus". M. Ferruh Anik considère que " l'eau ne coule pas gratuitement(...) Les arabes doivent comprendre cela. "

Par ailleurs, il y a un an à peine, le ministre Inan, ajoute: " que la Turquie possédait les mêmes droits sur les eaux du Tigre et de l'Euphrate, qui arrosent l'Irak et la Syrie, que les Arabes sur le pétrole ".

En revanche, Pour la Syrie et l'Irak, le GAP constitue une entreprise indécise, menaçante, contraire au droit international relatif à l'utilisation des cours d'eau à des fins autres que la navigation.

On peut définir la question du "Tigre-Euphrate" en disant qu'il y a " un " fleuve dont les eaux sont revendiquées par les Etats riverains;il sera évidemment nécessaire de les confronter avec le droit international.

V - LE PROBLEME KURDE

Au Moyen-Orient, certains peuples sont sans nation, comme les Kurdes, les Palestiniens et les Arméniens, ce qui est à l'origine de nombreuses crises.

La question kurde, particulièrement, représente un enjeu stratégique, géopolitique et économique dans la région. En effet, les Kurdes qui forment un seul groupe culturel et ethnique (musulmans sunnites, d'origine indo-européenne) sont divisés entre quatre Etats. On estime leur nombre à 15 millions, ils sont localisés :

En Turquie orientale (8 millions), au nord de la Syrie (700 mille), au nord -ouest de l'Iran (3 millions) et au nord de l'Irak (3 millions). L'arbitraire des frontières qui, loin délimiter des territoires homogènes, laissent, comme dans le cas kurde, de larges sections d'un même groupe en dehors des cadres étatiques d'un seul pays, transformant ainsi un enjeu qui aurait pu être interne en enjeu régional. Le sort des quatre pays concernés par le problème Kurde atteste la crise de l'autorité et de la souveraineté de l'état au Moyen-Orient . Jusqu'à la décennie 1970 les quatre Etats étaient suffisamment précautionneux et équipés pour sauvegarder le statu quo dont l'un des objectifs consistait à garantir la stabilité des frontières et à écarter le nationalisme Kurde, susceptible de se transformer en un séparatisme à l'échelle régionale. Notamment une révolte Kurde dans l'un de ces pays entraînait, dans la plupart des cas, la mobilisation Kurde dans les autres. Pour ne citer que deux exemples, la révolte Kurde en Irak en 1961 a réveillée le nationalisme Kurde en Turquie ; le massacre de Halabja en 1988 et l'exode de 1991 au Kurdistan irakien ont ébranlé la nation de frontière étatique dans la conscience des Kurdes des autres pays, de Turquie et d'Iran notamment, et renforcé, peut-être plus que la rigidité doctrinale des Etats, le nationalisme Kurde. Par ailleurs, les mouvements Kurdes sont confrontés à des stratégies étatiques diverses, Où chaque Etat a sa propre politique Kurde dont l'élaboration dépend à la fois de la nature du régime.

Quelques exemples nous permettront de mieux comprendre les traits distinctifs qui déterminent le problème Kurde dans chaque pays. En Irak, l'action militaire Kurde a failli, à deux reprises, entre 1987-1988 et en 1991, mettre en péril l'existence même de l'état. Le régime ba'athiste en Irak réussissait à perpétuer son contrôle sur les régions Kurdes. Mais après la guerre du Golfe, les relations entre les régions " autonome "Kurdes et le centre étatique ont été de facto interrompues.

L'Iran mène, depuis le renversement du régime monarchique, une politique d'officialisation de la sphère étatique Kurde, similaire à celle de l'Irak, d'avant 1991, mais avec bien moins de violence.

Dans le cadre de la Syrie, le problème Kurde prend plus l'allure d'un problème communautaire que d'un problème national. La Syrie parvient à déplacer le problème kurde vers la Turquie ou vers l'Irak.: elle a abrité le leadership des mouvements Kurdes de ces pays et encouragé la bipolarisation des Kurdes syriens entre partisans du mouvement Kurde d'Irak et de celui de la Turquie.

En Turquie où se déroule une guerre de guérilla menée par le PKK, l'état joue de plus en plus la carte Kurde, se proposant comme protecteur des kurdes au Moyen-Orient. Mais contrairement à celle de ses trois voisins, la vie politique est pluraliste en Turquie. Cela signifie que l'intégration de la sphère Kurde au centre doit passer par son intégration au système politique turc dans sa pluralité. Cette intégration n'exclut pourtant pas la mise en place des milices Kurdes dites de " protecteurs de village" qui dépendent en grande partie de l'armée et sont donc sous le contrôle d'une instance étatique et supra-politique. Elle n'exclut pas non plus le soutien logistique du centre à certains groupes radicaux religieux en vue de transformer la guerre en une guerre entre Kurdes.

Dans ce problème minoritaire qui abrite quatre réalités distinctes, les dénominateurs communs ne manquent donc pas. En particulier la violence et non-reconnaissance du droit à l'existence légale des acteurs kurdes étaient assorties, pour être efficaces, d'une distribution des ressources culturelles et économiques(Iran, Irak), communautaires(Syrie), politique(Turquie) ; les Etats se réclamaient toujours officiellement de sacraux- saintes idéologies (kémalilisme en Turquie ; ba'athisme en Irak et en Syrie ;Islam en Iran.

De l'accord turco-britannique de 1926 sur Mossoul à l'accord d'Ankara de 1984 qui permettait à la Turquie d'intervenir militairement contre les Kurdes en territoire irakien, Ankara a cherché à s'assurer la collaboration des Etats de la région afin de faire face au danger Kurde.

En revanche, lors de la défaite du mouvement kurde en avril 1991 devant l'armée de Saddam Houssein, Ankara a refusé, "dans les conditions actuelles", de venir militairement en aide aux Kurdes irakiens, tout en multipliant les mises en garde à l'égard de Bagdad. Ce fut la deuxième capitale à proposer une réunion du conseil de sécurité sur le problème Kurde. Voyons maintenant quels ont été les effets immédiats pour Turquie de la guerre entre l'Iran et l'Iraq :

Le tabou sur les frontières qui était à la base du statu quo régional a été brisé. La Turquie a réalisé que le problème de Kirkouk et de Mossoul pouvait être réactualisé si l'Irak venait à se désintégrer. Ankara a fait clairement savoir qu'il n'accepterait ni une mainmise iranienne sur le Kurdistan irakien, ni la création d'un Etat kurde.

Il est vrai que la Turquie a adopté une neutralité bienveillante à l'égard de l'Irak. Bagdad a donc dû concéder à la Turquie le droit d'intervenir militairement sur son territoire.

La fin de la guerre a démontré l'impossibilité d'un retour au statu quo ante. Elle a également marqué la fin de la lune de miel entre la Turquie et l'Irak et mis à jour des discordes souvent mal connues dans le monde occidental, concernant notamment les eaux de l'Euphrate.

C'est dans cet esprit aussi que, même " lorsque la Syrie, l'Iran ou l'Irak ont essayé de se servir des Kurdes contre la Turquie ". Turgut Özal à côté des idéologues kémalistes, tout en affirmant que la Turquie ne pouvait admettre la création d'un Etat kurde, il n'a pas exclu la possibilité qu'Ankara reconnaisse un Etat fédéral kurdo-arabe en Irak. Celle-ci a préféré riposter avec d'autres armes " celle de l'eau ".

La question kurde représente pour la Turquie un déficit financier de plusieurs milliards de dollars chaque année. L'échec de la solution militaire a fermé ce dossier et augmente les risques de confrontation avec ses voisins orientaux. Doit-on dire qu'avec la Syrie, la Turquie fait prévaloir l'atout de l'eau qu'elle contrôle en amont, dans le cadre du projet du GAP, en échange de l'arrêt de l'aide accordée par Damas aux groupes armés du PKK ? En Irak, l'armée turque est en train d'intervenir massivement au Kurdistan irakien, avec pour principal objectif la destruction des camps du PKK. Cette offensive fait suite à celle de 1992, qui n'avait guère été suivie d'effet, et s'effectue avec la "compréhension" des Etats-Unis.

-

VI - LE FACTEUR ISLAMIQUE DANS LA POLITIQUE TURQUE

La Turquie, pays clairement laïc dans le monde de l'Islam, membre de l'OTAN, largement orienté vers l'occident malgré des désaccords internes, ne cesse de créer des embûches aux dirigeants iraniens, idéologiquement et politiquement, et ce depuis la révolution. De plus, des rivalités historiques marquent la perception de chacun. En dépit de toutes ces tensions, la Turquie, si " occidentalisée " qu'elle soit dans sa culture et son histoire récente, reste marquée fondamentalement par l'Islam.

L'Islam, comme toute religion, est aussi un phénomène social et historique et non un invariant figé dans quelques traits caricaturaux, sans histoire et sans localisation. L'Islam est ce qu'en font les hommes dans l'espace et dans le temps. Il pourra être ouvert et rationaliste, fermé et intolérant, successivement dans le temps ou simultanément dans l'espace. L'Islam ottoman a évolué selon l'époque: la gestion d'un empire pluri-ethnique et multiconfessionnel, a fait appliquer l'orthodoxie sunnite rigoriste pour rassembler autoritairement les populations musulmanes sous une

seule allégeance; pour s'assurer le soutien des non-musulmans il est devenu plus ouvert et plus tolérant.

Cette attitude jusqu'au XIX^e siècle ne résistera pas au choc de l'expansion européenne au Moyen-Orient et à la projection des idées occidentales de nation et de démocratie sur la société pluraliste de l'empire ottoman au Moyen-Orient. La légitimité islamique cessant de jouer son rôle de pilier de l'empire, c'est finalement le nationalisme turc qui émergera, d'autant plus que les cadres militaires de l'empire (Moustafa Kemal, et les officiers jeunes turcs) sont eux-mêmes attirés par le nationalisme laïc européen et délaissent l'idéologie de l'islam rigoriste. Les idées européennes n'ont guère eu le temps de faire émerger de nouvelles structures sociales et des systèmes de gestion ayant une légitimité suffisante pour être acceptées par un ensemble de populations aux revendications contradictoires sur des territoires où l'empire perd toute souveraineté durant la première guerre mondiale. Dans un long article de juin 1987 intitulé " Kemal Atatürk : le pionnier du laïcisme au milieu de déchirure " al-Mukhtar al-Islami fustige Atatürk et écrit en résumé :

-Atatürk a introduit la tradition des coups d'état dans le monde musulman et même dans le Tiers monde. Après son coup d'état contre le calife, l'Irak, la Syrie, l'Egypte, le Soudan, la Libye et d'autres pays encore ont suivi l'exemple. Saddam Houssein a dépensé 40 milliards de dollars pour combattre les musulmans. Maintenant, les mouvements islamistes se développent bien que les successeurs d'Atatürk continuent d'aller devant sa tombe lui demander son avis pour tout, une nouvelle culture islamique est née en Turquie. Les turcs découvrent le vrai visage des Croisés avec l'affaire de Chypre. Aucun pays musulman ne reconnaît l'état turc de Chypre, car la Turquie est amie d'Israël. Une solution et un remède à tous les conflits ethniques et religieux : former un seul front islamique.

ce qui précède, a affirmé la difficulté de la Turquie de jouer des rôles efficaces entre l'ensemble des pays islamique, notamment la Turquie apparaissait isoler au sein de la 8^e sommet islamique à Téhéran.

VII- LA POSITION TURQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

Sous la houlette de Mustafa Kemal, occupé à l'organisation de l'état nation, la Turquie adopte à l'égard du conflit judéo-arabe qui se cristallise en 1920-1930 une attitude neutre. La nouvelle élite dirigeante, composée surtout d'officiers, nourrit une certaine animosité vis-à-vis des Arabes accusés d'avoir donné à l'empire un " coup de poignard dans le dos " en lançant en 1916 une révolte qui servait les intérêts de la Grande Bretagne. Les mesures modernisatrices adoptées par Atatürk (abolition du califat, introduction de l'alphabet latin,...) sont, de plus, extrêmement mal reçues par des dirigeants arabes encore très traditionalistes et attachés à l'islam. Enfin, les problèmes territoriaux liés au démembrement de l'empire ottoman alourdissent

l'atmosphère entre la Turquie et ses anciennes provinces arabes. Le nationalisme de Mustafa Kemal rend difficile une appréciation positive du sionisme d'autant plus que celui-ci entendait agir auprès des 80 000 juifs de Turquie. De fait, le sionisme se développe dans une semi-clandestinité, ce qui ne l'empêche pas de faire de l'entrisme auprès des Juifs turcs, ni de continuer à faire fonctionner des bureaux d'immigration.

A partir des années 1970, les pays arabes ont vu s'enliser leur conflit avec Israël. Ils sont passés de l'optimisme à la désillusion, au gré des fluctuations du marché mondial du pétrole. De son côté, la Turquie s'est trouvée au bord de la guerre civile, en même temps qu'entraînée dans un conflit international à Chypre. Ici et là, les mouvements islamistes gagnaient du terrain, portés par une large et profonde adhésion populaire. Face à ces chocs, confrontés à ces évolutions, Turquie et pays arabes d'orient ont dû imaginer et engager de nouvelles stratégies fondées sur des relations plus étroites, sur la gestion contradictoire mais commune d'un espace géographique et culturel partagé. Bien sûr, cette nouvelle tendance n'est ni linéaire ni globale. Elle est différente pour chaque Etat, qui doit être considéré en fonction de son évolution propre. Elle reste à bien des égards esquissée, d'autant qu'on est loin aujourd'hui, dans de nombreux domaines, de l'indépendance effective des acteurs de la région..

Le rapprochement voulu par les uns et les autres avec les pays arabes voisins fut sans doute une volonté de tendance géostratégique. Faut-il rappeler que cette volonté débute en 1945, avant que les relations de la Turquie avec l'occident ne pèsent encore trop lourd ? Notons que la Turquie avait voté, le 26 novembre 1947, contre la proposition à l'Assemblée Générale de l'ONU de la commission pour la Palestine qui allait décider de la création de l'état d'Israël. Toutefois, la Turquie sera le premier pays musulman à le reconnaître officiellement en mars 1949.

La chronologie nous renseigne sur un fait capital qui influe toujours sur la diplomatie turque L'établissement de relations diplomatiques avec Israël (sous la forme de légations dirigées par des diplomates ayant rang de ministre) manifeste avant tout sa volonté de s'ancrer à l'ouest.

La Turquie estime donc indispensable de maintenir des relations avec Israël pour les bénéfices qu'elle espère en tirer auprès Washington. Cette relation triangulaire est d'autant nécessaire pour Ankara que, sur le marché du lobbying, les Turcs sont défavorisés par rapport à leurs rivaux les Grecs.

Après l'invasion du Koweït par l'armée irakienne en 1990, plusieurs hommes politiques de l'opposition en Turquie et nombre d'observateurs, tout en dénonçant l'agression de Bagdad, avaient estimé que la Turquie s'était trop précipitée pour mettre en application les résolutions votées par l'ONU, en fermant notamment l'oléoduc de Yumurtalik. Comme le rappelle SAMIH VANER (4), " l'engagement inconditionnel de la Turquie auprès de la coalition anti-irakienne est intervenu dans un contexte de personnalisation au pouvoir, et en dépit des fortes réticences exprimées aussi bien par certains corps constitués d'état que par l'opinion publique ". Aussi, trouve-t-on certains hommes politiques turcs comme Erdal İnönü, Bülent Ecevit et Necmettin Erbakan qui prendront le chemin de Bagdad, dénonçant le rôle négatif de l'Arabie Saoudite en Turquie et celui de la Syrie protectrice du PKK (Parti

des Travailleurs Kurdes). Ils considèrent en effet, l'Irak avec son régime laïc, comme le meilleur des voisins.

VIII - CONCLUSION

La Turquie actuelle est en partie l'héritière de l'empire ottoman. Sa structure sociale multiconfessionnelle et pluriethnique, sa culture islamique font d'elle un pays oriental. Atatürk avait réussi à imposer la laïcité et un esprit pragmatique, ce qui l'avait fait avancer vers l'occident. Cependant son entrée dans le système européen est jusqu'à maintenant un échec en raison de l'inquiétude des européens de voir 60 millions de musulmans faire partie de l'Europe.

La révolution islamique en Iran a eu comme effet d'accélérer le courant islamique et de le transformer en un large mouvement populaire, qui a conduit le parti Rafah au pouvoir. L'armée turque ne pouvant prendre le pouvoir pour protéger la laïcité a dû imposer le départ du premier ministre Arbakan et du parti Rafah au pouvoir pour garder à la Turquie ses chances d'entrer dans la communauté européenne. Malgré la position de l'armée turque envers le mouvement islamique, elle ne pourra le supprimer par le recours à la force de crainte de voir le pays abandonner son régime démocratique et les acquis laïcs. L'existence de ce mouvement concerne l'identité et l'histoire de la Turquie et il n'est pas le résultat conjoncturel des ambitions politiques d'un seul individu. Le parti Rafah qui résiste a son interdiction devant la justice, se prépare avant même que cette décision soit prise à continuer sous un autre nom.

Au sein du 8° sommet réuni actuellement (début décembre 1997) à Taheran, le refus de la majorité des représentants des Etats membres de l'organisation de la conférence islamique concernant la politique Turc et son rapprochement d'Israël, comme les doutes qui se sont exprimé sur la nature des manoeuvres militaires communes en préparations actuellement entre la Turquie et l'Israël, risquent de renforcer les tensions dans la région et de bloquer le processus de la paix.

A la question du devenir politique de la Turquie viennent se greffer les problèmes avec ses voisins arabes. Certains sont liés à une conjoncture internationale qui échappent aux protagonistes. Le développement et le renforcement des relations économiques contribueront à faire reculer les antagonismes et à faire avancer les solutions politiques ainsi que le processus de négociation.

Annexe N° 1

Bibliographie :

- | | | | |
|-----|------------------|---|-----------------|
| (1) | Elisabeth Picard | La nouvelle dynamique
au Moyen-Orient | Ed. L'Harmattan |
| (2) | Alain Chenal | La Turquie et le monde arabe
-
Le rôle géostratégique de la
Turquie. | ED. Iris, . |
| (3) | Wallis Abri | La Turquie entre trois mondes | Colloque |

-

Annexe N° 2 : (Voir la carte du moyen-Orient)

- MOSSOUL (entre l'Irak et la Turquie)

- ALEXANDRETTE (entre la Syrie et la Turquie).